

L'enlèvement du Liban

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

L'explosion de l'entrepôt de 2750 tonnes de nitrate d'ammonium qui secoua Beyrouth le 4 août 2020 déclencha un soulèvement populaire massif contre l'incompétence et la corruption du pouvoir en place. Le gouvernement alors en poste démissionna mais la classe politique n'a pas pu s'entendre au sujet de la formation d'un nouveau gouvernement.

La perte d'indépendance

Le Liban est devenu indépendant en 1943 et la République libanaise multiconfessionnelle a connu des moments heureux, au point que le pays fut considéré comme la Suisse du Moyen-Orient. Le Liban attirait des touristes et des investisseurs des pays du Golfe et de l'Europe et exultait la joie de vivre.

Or, le Liban se fit littéralement passer un sapin par ses voisins arabes. En acceptant les accords du Caire de 1969 permettant à l'OLP d'opérer au Sud Liban. Les factions armées de l'OLP refoulées de la Jordanie après les massacres du septembre noir en 1970 s'y installèrent.

En 1975, les milices palestiniennes entrèrent en conflit avec des milices chrétiennes et les accrochages dégénérent en guerre civile généralisée entre musulmans et chrétiens. Cette guerre cessa en 1980 et le Liban fut occupé par la Syrie, pays qui a toujours considéré en être le maître. Israël envahit le Liban en 1982 pour mettre fin aux activités terroristes de l'OLP et le déloger du Sud Liban.

La milice chiite du Hezbollah s'est alors implantée au Sud Liban et s'est progressivement ancrée dans pratiquement tout le pays en ignorant les autorités gouvernementales libanaises. Une série d'assassinats et de prises d'otages lui sont imputés. En 2005, le président libanais Hariri père qui avait

des réserves par rapport au Hezbollah et à l'ingérence syrienne fut assassiné. Le quart de la population libanaise manifesta intensément son indignation et la Syrie cessa d'occuper le Liban.

Affidé à l'Iran qui le soutient financièrement et militairement, le Hezbollah s'est lancé dans des raptés d'Israéliens déclenchant la guerre durant l'été 2006. Depuis 2008, il contrôle de facto le gouvernement libanais. Il s'est également impliqué militairement dans la guerre civile syrienne.

Bien qu'il soit impopulaire au Liban, le Hezbollah dispose de suffisamment de ressources pour distribuer des tickets de rationnement dans un pays au bord de la faillite.

Un Liban méconnaissable

Le Liban souffre de la conjonction de l'absence d'un consensus politique, une crise économique et financière sans précédent, la pandémie de la Covid et l'explosion du port de Beyrouth.

Le produit national brut est passé de 55 milliards en 2018 à 33 milliards en 2020. En moins de deux ans, la devise libanaise a perdu plus de 90% de sa valeur. Plus de 55% de la population vit sous le seuil de la pauvreté.

Aujourd'hui, le Liban souffre de la pénurie de denrées alimentaires et pharmaceutiques. L'électricité opère deux heures par jour à Beyrouth.

Un leadership politique inapte

Or, les réformes tardent à venir : non seulement la classe politique n'arrive pas à s'entendre sur la formation du gouvernement, mais les enquêteurs sur la responsabilité de l'explosion au port de Beyrouth sont systématiquement limogés.

Frustré, le premier ministre Hariri fils a démissionné en déclarant : « *Le principal problème de ce pays est (le président) Michel Aoun, qui est allié au Hezbollah, qui à son tour le protège. C'est l'équation du pays et si quelqu'un ne le voit pas, c'est un aveugle... Que Dieu vienne en aide au Liban.* »

L'ingérence iranienne

Dans sa recherche de suprématie dans la région, l'Iran a instrumentalisé la division et la zizanie locale pour contrôler quitte à les ruiner l'Irak, la Syrie, le Liban et le Yémen. Elle n'y a apporté ni prospérité ni stabilité. Tout le contraire.

Les 150 milliards de dollars libérés par le président Obama pour donner suite à l'accord des 5+1 de 2015 n'ont pas desservi la population iranienne dont le niveau de vie est en baisse constante. Ils ont servi à renforcer les activités militaires iraniennes et leur ingérence destructive dans le Croissant fertile. Le Hezbollah qui est aux ordres de la mullacratie iranienne et a installé plus de 100 000 missiles dans les sous-sols des zones habitées du Liban.

Au plan international

Des efforts des gouvernements occidentaux ont été faits pour former et réformer le gouvernement, mais en vain. Aussi, l'aide internationale de 370 millions de dollars a tardé à se concrétiser alors que le pays est dans la détresse.

Par le passé, pour ne pas froisser l'Iran, le président Obama a préféré le statu quo au Liban même si le Hezbollah est reconnu comme une entité terroriste. Le président Biden milite dans la même direction. En outre, l'Union européenne souhaite s'investir dans le marché iranien. Pourtant on y est conscient de ce qu'un renouveau de l'accord du 5+1 sur le nucléaire iranien donnerait beaucoup plus de pouvoir à l'Iran dans la région et ne ferait pas cesser l'ingérence iranienne au Liban, tout au contraire...

La petite Suisse moyen-orientale s'enlise chaque jour un peu plus.



Photo Wikimedia Commons